

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

SIGNAUX GIROD

Société Anonyme à Conseil d'Administration
au capital de 13 422 500 €
881 Route des Fontaines
39400 BELLEFONTAINE

Exercice clos le 30 septembre 2023

Grant Thornton

Commissaire aux Comptes

17 C, rue Alain Savary
Parc Artémis – BP 1949
25020 Besançon cedex

MAZARS BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

9, rue Madeleine Brès
BP 1543
25009 BESANCON CEDEX

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Signaux Girod

Exercice clos le 30 septembre 2023

A l'Assemblée Générale de la société Signaux Girod,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Signaux Girod relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation de la valeur recouvrable des titres de participation et l'évaluation des provisions pour litiges liés à des pratiques anticoncurrentielles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Besançon, le 26 janvier 2024

Les Commissaires aux Comptes

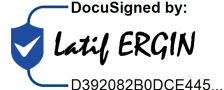
Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International

DocuSigned by:

6C62A26A25F64EB...

Frédéric Jentellet
Associé

Mazars Bourgogne
Franche-Comté

DocuSigned by:

D392082B0DCE445...

Latif Ergin
Associé

B.
COMPTES SOCIAUX

I - Bilan au 30 septembre 2023

Actif (exprimés en milliers d'euros)	Note	30/09/2023	30/09/2022
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles nettes	1	5 409	4 442
Immobilisations corporelles nettes	1	13 065	13 746
Immobilisations financières	1	19 527	18 967
Dont : Titres de participation		18 113	17 598
Autres		1 414	1 369
Total Actif immobilisé	1	38 001	37 155
Actif circulant			
Stocks et en-cours	2	8 375	10 107
Clients et comptes rattachés	3	7 225	6 355
Autres créances	3	9 186	12 262
Disponibilités	6	14 108	3 601
Comptes de régularisation	3-8	790	676
Total Actif circulant		39 684	33 001
Total actif		77 685	70 156

Passif (exprimés en milliers d'euros)	Note	30/09/2023	30/09/2022
Capital		13 422	13 422
Prime d'émission		37	37
Réserve légale		1 481	1 481
Autres réserves		29 983	29 797
Résultat net		2 435	186
Situation nette		47 358	44 923
Subventions		196	196
Provisions réglementées	5	7 215	7 917
Capitaux propres	4	54 769	53 036
Provisions pour risques et charges	5	492	782
Dettes financières	6	13 940	7 428
Fournisseurs et comptes rattachés	7	5 419	5 965
Autres dettes d'exploitation	7	2 972	2 767
Comptes de régularisation	7-8	93	178
Passif circulant		22 424	16 338
Ecart de conversion passif		-	-
Total passif		77 685	70 156

II - Compte de résultat

(exprimés en milliers d'euros)	Note	30/09/2023	30/09/2022
Produits d'exploitation :			
Chiffre d'affaires	10	50 060	44 719
Production stockée		(783)	1 097
Subventions d'exploitation		125	-
Reprise de provisions et transfert de charges	11	434	411
Autres produits		541	623
Total des produits d'exploitation		50 377	46 850
Charges d'exploitation :			
Achats matières premières et autres approvisionnements		17 315	20 778
Variation des stocks		911	(1 604)
Autres achats et charges externes		17 701	15 271
Impôts, taxes et versements assimilés		757	744
Salaires et traitements		8 089	7 832
Charges sociales		2 373	2 438
Dotations aux amortissements et provisions		2 329	2 280
Autres charges		102	54
Total des charges d'exploitation		49 577	47 793
Résultat d'exploitation		800	(943)
Résultat financier	13	373	(686)
Résultat courant		1 173	(1 629)
Résultat exceptionnel	14	1 277	1 659
Participation des salariés			
Impôts sur les bénéfices	15	(15)	156
Résultat net de l'exercice		2 435	186
Résultat par action (en Euros)		2.40	0.18
Résultat dilué par action (en Euros)		2.36	0.18
Nombre d'actions		1 014 452	1 020 898
Nombre d'actions diluées*		1 032 500	1 032 500

*Nombre d'actions prenant en compte les actions auto-détenues

B.
COMPTES SOCIAUX

III - Tableau des flux de trésorerie

Tableau des flux de trésorerie (chiffres exprimés en milliers d'euros)	30/09/2023	30/09/2022
Résultat net	2 435	186
Amortissements et provisions nets	970	2 593
Plus ou moins-values	(21)	(917)
Subventions virées au résultat	-	-
Boni de fusion	-	-
Variation du Besoin en Fonds de Roulement d'exploitation	1 868	1 098
= Flux de trésorerie d'exploitation (A)	5 252	2 960
Distributions mises en paiement	-	-
Remboursement de dettes financières	(1 799)	(1 818)
Variation avances et cash pooling	-	(556)
Besoin de trésorerie	(1 799)	(2 374)
Variation avances et cash pooling	1 092	-
Augmentation des dettes financières	8 750	3 725
Dégagement de trésorerie	9 842	3 725
= Flux de trésorerie financement (B)	8 043	1 351
Acquisition immobilisations incorporelles	(1 062)	(966)
Acquisition immobilisations corporelles	(1 197)	(1 264)
Acquisition immobilisations financières	(103)	(1 237)
Acquisition de titres de participation	(600)	(500)
Créances rattachées participation et autres immobilisations financières	(90)	(41)
Créances et dettes sur immobilisations	-	-
Besoin de trésorerie	(3 052)	(4 008)
Cession, désinvestissement, subvention d'investissement	116	1 444
Créances rattachées participation et autres immobilisations financières	148	77
Dégagement de trésorerie	264	1 521
= Flux de trésorerie investissement (C)	(2 788)	(2 487)
Trésorerie début	3 601	1 777
Trésorerie fin	14 108	3 601
Flux net de trésorerie (A+B+C)	10 507	1 824
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (Chiffres exprimés en milliers d'euros)	30/09/2023	30/09/2022
Variation des stocks	1 732	(2 746)
Variation des créances	1 001	3 720
Variation des dettes	(865)	124
Variation de Besoin en Fonds de Roulement	1 868	1 098

La diminution des stocks est notamment due au retour à un niveau normatif du prix des matières premières et des encours. Ceux-ci étaient exceptionnellement élevés à la clôture de l'exercice 30 septembre 2022.

La baisse des créances s'explique plus particulièrement par une diminution des autres créances dont le remboursement de la créance CICE pour 706 K€.

La diminution des dettes fournisseurs d'exploitation est également due au retour à la normale du prix des matières premières.

IV - Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis selon les normes comptables définies par les dispositions du Code de Commerce (article L.123-12), du décret comptable du 29 novembre 1983, ainsi que du règlement ANC n°2014-03 mis à jour par le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 abrogeant le règlement CRC n°99-03 relatif aux comptes annuels et des règlements ANC n°2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IV-1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à leur coût d'acquisition ou leur coût de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les frais accessoires d'acquisition sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels et de licences informatiques.

Les durées d'utilisation généralement retenues sont les suivantes :

- Logiciels : 5 à 10 ans
- Constructions, agencements et aménagements des constructions : 15 à 50 ans
- Matériels et outillages industriels : 5 à 30 ans
- Matériels de transports : 5 à 15 ans
- Matériels de bureau et matériels informatiques : 5 à 8 ans
- Mobiliers de bureau : 10 à 20 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été le cas échéant dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

La dotation aux amortissements de l'exercice est normalement inscrite au compte de dotation aux amortissements d'exploitation. Dans des cas exceptionnels une partie de la dotation peut être enregistrée en résultat exceptionnel. L'écart constaté entre la dotation aux amortissements calculée sur la durée d'utilité des biens et la dotation calculée selon la durée d'usage admise fiscalement est enregistré en « provision réglementée pour amortissements dérogatoires » et comptabilisé en charges exceptionnelles.

Suite à l'adoption de Règlement n°2015-06 du 23 novembre 2015, de nouvelles dispositions relatives au traitement des fonds commerciaux et aux malis techniques sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Ce texte qui porte essentiellement sur la définition du fonds commercial, l'évaluation d'actifs corporels et incorporels, et sur les malis techniques de fusion, n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes. La mise en œuvre des tests de dépréciation a conduit à la dépréciation du fonds de commerce lorsque cela était nécessaire.

IV-2 - Immobilisations financières

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires, ou de la valeur d'apport. Une provision est constituée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur brute des titres. La valeur recouvrable des titres de participation est égale, d'une manière générale, à la quote-part de situation nette de la filiale que ces titres représentent, retraitée le cas échéant des plus-values latentes, des engagements de retraite et de l'imposition différée. Pour les filiales en phase de démarrage, il est également tenu compte du potentiel économique et financier des filiales.

B.

COMPTES SOCIAUX

IV-3 - Stocks et en-cours

Les matières et marchandises ont été évaluées par la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les produits et en-cours de production ont été évalués à leur coût de production, comprenant :

- coût d'achat matières,
- coût direct de production,
- coût indirect de production.

Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte du cours du jour ou de la valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

Compte tenu de la nature des stocks, il n'est pas jugé pertinent d'appliquer une méthode de dépréciation statistique.

Les stocks sont analysés au cas par cas de manière régulière par les responsables de production. Des dépréciations sont enregistrées le cas échéant lorsque ces revues mettent en évidence des risques sur les perspectives d'utilisation / d'écoulement.

IV-4 - Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. L'essentiel des créances non dépréciées pour lesquelles l'échéance initiale est dépassée correspond à des facturations à des organismes publics pour lesquels l'estimation du risque de non recouvrement est non significatif.

IV-5 - Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur d'acquisition. Elles sont constituées par des comptes à terme.

IV-6 - Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables. Les provisions sont comptabilisées lorsque la société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

IV-7 - Impôts

La société Signaux Girod S.A. est à la tête d'un groupe d'intégration fiscale formé avec les sociétés, International Girod, Signaux Girod Nord, Signaux Girod Est, Signaux Girod Sud, Signaux Girod Ouest, Signaux Girod La Réunion, Sociétés Spécialisées Girod, Atech, Concept Urbain, L'Appentière Fleurie (soit 10 sociétés). L'économie d'impôt qui résulte de l'intégration des filiales déficitaires est conservée par la société tête de groupe. Au 30 septembre 2023, les déficits reportables concernant le groupe d'intégration fiscale français s'élèvent à 11 568 K€.

IV-8 - Engagements de retraite

Les hypothèses prises en compte pour les évaluations aux clôtures 2021/2022 et 2022/2023, se déclinent ainsi :

	30/09/2023	30/09/2022
Taux d'actualisation	4.06%	3.74%
Hypothèse de taux d'actualisation des salaires	2%	2%
Taux de turnover cadres	3.98%	4.2%
Taux de turnover non cadres	5.52%	4.2%
Age de départ	Selon barème légal avec trimestres	62 ans
Age de début d'activité cadres	23 ans	-
Age de début d'activité non cadres	20 ans	-

Le taux d'actualisation a été fixé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie. Le taux retenu est le taux Iboxx Corp AA10+ au 30 septembre 2023.

Table d'espérance de vie utilisée : INSEE TD-TV 18-20.

A compter du 30 septembre 2023, le taux de turn over a été déterminé selon un taux moyen de sortie calculé sur quatre exercices et ne prenant en compte que les démissions (recommandation CNCC).

L'engagement total des indemnités de départ à la retraite s'élève à 643 087 €.

Nous n'avons pas identifié de variation raisonnablement possible des hypothèses retenues dans les 12 mois suivant la clôture, qui pourrait conduire à un ajustement significatif des montants comptabilisés.

V - Notes**V-1 - Actif immobilisé**

Valeurs brutes (Montants exprimés en milliers d'euros)	30/09/22	Acquisitions	Cessions et virements	30/09/23
Fonds de commerce	86	-	-	86
Autres immobilisations incorporelles	7 256	1 062	81	8 237
Immobilisations incorporelles	7 342	1 062	81	8 323
Terrains	1 452	-	-	1 452
Constructions	20 489	117	-	20 606
Installations techniques	15 846	325	1 832	14 339
Autres immobilisations	5 616	493	946	5 163
Immobilisations en cours	289	1 228	716	801
Avances et acomptes	416	-	252	164
Immobilisations corporelles	44 108	2 163	3 746	42 525
Participations*	36 928	600	-	37 528
Créances rattachées	0	-	-	0
Actions propres (rachat pour annulation) (1)	134	86	-	220
Actions propres (contrat de liquidité) (1)	29	5	-	34
Prêt (2)	954	-	140	814
Autres (3)	285	103	9	379
Immobilisations financières	38 330	794	149	38 975
Total	89 780	4 019	3 976	89 823

*Recapitalisation à hauteur de 600 K€ de la filiale Signaux Girod Nord.

(1) Les actions propres (rachat pour annulation et contrat de liquidité) figurent à l'actif du bilan pour leur valeur d'achat. L'évaluation au cours de bourse du 30 septembre 2023 des 18 048 actions propres possédées par la société est de 254 K€.

(2) Le prêt de 814 K€ est un prêt accordé à la filiale International Girod.

(3) Les autres immobilisations financières s'élevant à 379 K€ sont à moins d'un an pour 346 K€. Elles sont dépréciées à hauteur de 33 K€ au 30 septembre 2023.

B. COMPTES SOCIAUX

Amortissements et provisions	30/09/22	Dotations	Reprises	30/09/23
Fonds de commerce	50	-	-	50
Autres immobilisations incorporelles**	2 851	95	82	2 864
Immobilisations incorporelles	2 901	95	82	2 914
Terrains	242	-	-	242
Constructions*	14 024	569	315	14 278
Installations techniques*	12 516	891	1 804	11 603
Autres immobilisations corporelles	3 579	661	903	3 337
Immobilisations corporelles	30 361	2 121	3 022	29 460
Participations***	19 330	427	342	19 415
Créances rattachées	-	-	-	-
Actions propres (rachat pour annulation)	-	-	-	-
Actions propres (contrat de liquidité)	-	-	-	-
Autres	33	-	-	33
Immobilisations financières	19 363	427	342	19 448
Total	52 625	2 643	3 446	51 822

* Le test de dépréciation réalisé au 30 septembre 2018 au niveau de la Signalisation France, qui comprend Signaux Girod S.A. et ses filiales françaises de signalisation, a révélé une perte de valeur sur les actifs incorporels et corporels rattachés à cette activité. Une dotation pour dépréciation des installations techniques a donc été constatée pour 2 580 K€, et pour dépréciation des constructions pour 647 K€. Cette dépréciation a été reprise au 30 septembre 2023 à hauteur des amortissements pratiqués et des valeurs vénale mises à jour suite aux nouvelles expertises immobilières réalisées sur les constructions durant l'exercice 2022/2023 pour 241 K€ pour les installations techniques et 74 K€ pour les constructions, soit une reprise totale de 315 K€. La reprise au 30 septembre 2022 était de 358 K€.

**La dépréciation exceptionnelle du site EBusiness constatée à la clôture de l'exercice 30 septembre 2021 pour 97 K€, s'élève à la clôture de cet exercice à 49 K€.

***Une dotation pour dépréciation de 427 K€ a été comptabilisée sur les titres de participation des filiales Signalisation France ainsi qu'une reprise de dépréciation de 342 K€.

Valeurs nettes	30/09/22	Dotations	Reprises	30/09/23
Fonds de commerce	36	-	-	36
Autres immobilisations incorporelles	4 405	967	(1)	5 373
Immobilisations incorporelles	4 441	967	(1)	5 409
Terrains	1 210	-	-	1 210
Constructions	6 465	(452)	(315)	6 328
Installations techniques	3 330	(566)	28	2 736
Autres immobilisations corporelles	2 037	(168)	43	1 826
Immobilisations en cours	289	1 228	716	801
Avances et acomptes	416	-	252	164
Immobilisations corporelles	13 747	42	724	13 065
Participations	17 598	173	(342)	18 113
Créances rattachées	-	-	-	-
Actions propres (rachat pour annulation)	134	86	-	220
Actions propres (contrat de liquidité)	29	5	-	34
Prêt	954	-	140	814
Autres	252	103	9	346
Immobilisations financières	18 967	367	(193)	19 527
Total	37 155	1 377	530	38 001

Dotations aux amortissements et provisions	30/09/23	30/09/22
Immobilisations incorporelles	95	151
Terrains	0	0
Constructions	569	608
Installations techniques	891	943
Autres immobilisations corporelles	661	641
Immobilisations corporelles	2 121	2 192

Les dotations aux amortissements sont calculées en fonction des durées d'utilité retenues par la société suivant un mode linéaire.

L'écart constaté entre les amortissements calculés suivant les durées d'usage (amortissements linéaires ou dégressifs) et les amortissements calculés suivant les durées d'utilité est traité en provision réglementée et enregistré dans le compte « Amortissements dérogatoires » (cf. paragraphe V-5).

V-2 - Stocks et En-cours

	30/09/23 Brut	30/09/23 Dépréciations	30/09/23 Net	30/09/22 Net
Matières premières et approvisionnements	4 891	-	4 891	5 845
En-cours de production	2 626	-	2 626	3 296
Produits intermédiaires et finis	1 039	181	858	966
Total	8 556	181	8 375	10 107

V-3 - Créances d'Exploitation

	30/09/23 Brut	30/09/23 Dépréciations	30/09/23 Net	30/09/22 Net
Clients et comptes rattachés	7 233	8	7 225	6 355
Autres créances	9 186	-	9 186	12 262
Charges constatées d'avance	790	-	790	676
Total	17 209	8	17 201	19 293

Les échéances des créances d'exploitation sont toutes à moins d'un an.

Un contrat d'affacturage a été mis en place au cours de l'exercice précédent.

Au 30 septembre 2023, le montant des créances cédées s'élevait à 5,1 M€, dont 4,8 M€ financés à la clôture. Le solde se compose de créances en réserves de financement et du fonds de garantie. L'impact en compte de résultat est de l'ordre de 123 K€.

La créance de CICE a été intégralement remboursée au cours de l'exercice ainsi que la dette envers les filiales du groupe. Leur solde est donc nul.

B. COMPTES SOCIAUX

V-4 - Capitaux Propres

	Capital	Résultat de l'exercice	Réserves	Subv. Invest.	Provision réglementées	Totaux capitaux propres
Situation nette au 30/09/2021	13 422	47	31 268	296	8 559	53 592
Dividende distribué	-	-	-	-	-	0
Autres affectations du résultat	-	(47)	47	-	-	0
Résultat 30/09/22	-	186	-	-	-	186
Autres mouvements	-	-	-	(100)	(642)	(742)
Situation nette au 30/09/2022	13 422	186	31 315	196	7 917	53 036
Dividende distribué	-	-	-	-	-	0
Autres affectations du résultat	-	(186)	186	-	-	0
Résultat 30/09/23	-	2 435	-	-	-	2 435
Autres mouvements	-	-	-	-	(702)	(702)
Situation nette au 30/09/2023	13 422	2 435	31 501	196	7 215	54 769

V-5 - Provisions

Provisions réglementées :

Conformément au règlement CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, les écarts constatés entre les amortissements calculés suivant la méthode de la durée d'utilité et les amortissements calculés suivant la méthode de la durée d'usage sont enregistrés en « provisions pour amortissements dérogatoires ».

Provisions réglementées	30/09/22	Dotations	Reprises	30/09/23
Provision amortissements dérogatoires	7 917	355	1 057	7 215
Dotations et reprises exceptionnelles		355	1 057	

Autres provisions :

	30/09/22	Dotations	Reprises Utilisées	Reprises Non utilisées	30/09/23
Provisions pour risques et charges					
Provisions sociales*	127	-	82	-	45
Provisions sur risques juridiques**	655	73	8	273	447
Provisions pour charges					
Total provisions pour risques et charges	782	73	90	273	492
Provisions pour dépréciations					
Fonds de commerce	50	-	-	-	50
Autres immobilisations incorporelles	73	-	24	-	49
Constructions	192	-	74	-	118
Installations techniques	1 151	-	241	-	910
Titres de participation	19 330	427	342	-	19 415
Autres immobilisations financières	33	-	-	-	33
Stocks	144	37	-	-	181
Créances clients	31	1	24	-	8
Autres créances	-	-	-	-	-
Total provisions pour dépréciations	21 004	465	705	-	20 764
Dont dotations et reprises					
D'exploitation		111	36	-	
Financières		427	342	-	
Exceptionnelles		-	417	273	

*Les provisions sociales constatées à hauteur de 45 K€ correspondent à l'estimation des sommes à payer au titre des médailles du travail évaluées en fonction de l'ancienneté des salariés sur une base actuarielle. Un accord d'entreprise a fixé les modalités de calcul et de distribution des primes liées aux médailles du travail.

** Au 30 septembre 2023, la provision correspond pour 147 K€ à des litiges à l'égard du personnel et pour 300 K€ au risque encouru dans le cadre du litige en cours concernant le prétendu préjudice subi pendant la période pour laquelle la société a été condamnée pour entente en 2010, pour des contrats antérieurs à 2006. Lors de l'exercice précédent, une provision concernant le soutien financier vis-à-vis des filiales avait été comptabilisée, celle-ci étant devenue sans objet, elle fait l'objet d'une reprise au titre de cet exercice pour 273 K€.

Provisions pour litiges liés à des pratiques anticoncurrentielles antérieures à mars 2006 :

Suite au jugement rendu par l'Autorité de la concurrence en décembre 2010, il reste en cours le traitement d'un dossier concernant une collectivité qui vise à obtenir une indemnisation du préjudice qu'elle prétend avoir subi en conséquence des pratiques anticoncurrentielles sanctionnées par l'Autorité de la concurrence. Le groupe conteste les arguments développés par celle-ci.

Dans ce cadre, le solde de provision pour risque en fin d'exercice est maintenu à 300 K€ sur la base de la meilleure estimation du risque encouru par la société.

V-6 - Dettes Financières

	30/09/23	30/09/22
Emprunts et dettes financières		
Emprunts à long et moyen terme	13 857	6 905
Participation des salariés	-	-
Intérêts courus	39	7
Compte courant groupe	-	472
Cash pooling passif	-	-
Concours bancaires courants	-	-
Divers	44	45
Total emprunts et dettes financières	13 940	7 428
Echéances :		
Remboursables à moins d'un an	1 913	2 243
Remboursables à plus d'un an et moins de cinq ans	6 228	4 618
Remboursables à plus de cinq ans	5 799	567
Total emprunts et dettes financières à long et moyen terme	13 940	7 428
Emprunts et dettes financières	13 940	7 428
Valeurs mobilières de placement	-	-
Cash pooling actif	(7 420)	(8 512)
Disponibilités	(14 108)	(3 601)
Endettement net	(7 588)	(4 685)

Un emprunt souscrit par Signaux Girod S.A. est soumis à un covenant, susceptible d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non-respect. La dette financière concernée s'élève à 469 K€ à fin septembre 2023 (contre 719 K€ au 30 septembre 2022).

Le calcul du ratio financier afférent au « covenant » est effectué sur une base annuelle et doit être respecté au 30 septembre.

Au 30 septembre 2023, Signaux Girod S.A. respectait ce covenant.

V-7 - Dettes d'Exploitation

	30/09/23	30/09/22
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 419	5 965
Autres dettes d'exploitation	2 972	2 767
Produits constatés d'avance	93	178
Total des dettes d'exploitation	8 484	8 910

Les échéances des dettes d'exploitation sont toutes à moins d'un an.

B.
COMPTES SOCIAUX

V-8 - Charges à payer – Produits à recevoir - Charges et Produits constatés d'avance

Charges à payer	30/09/23	30/09/22
Emprunts et dettes financières diverses	34	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	509	765
Dettes sur immobilisations	-	-
Clients avoirs à établir	220	463
Dettes fiscales et sociales	1 317	1 131
Autres charges à payer	12	24
Intérêts bancaires à payer	5	4
Total des charges à payer	2 097	2 387

Produits à recevoir	30/09/23	30/09/22
Clients factures à établir	1 054	1 512
Autres créances, produits à recevoir	182	226
Intérêts courus à recevoir	46	-
Total des produits à recevoir	1 282	1 738

Charges constatées d'avance	30/09/23	30/09/22
Total des charges constatées d'avance	790	676

Produits constatés d'avance	30/09/23	30/09/22
Total des produits constatées d'avance	93	178

V-9 - Eléments relevant de plusieurs postes du Bilan

	Entreprises liées	Participations
Immobilisations financières		
Participations	18 113	
Créances rattachées	-	
Prêts	814	
Actif circulant		
Clients et comptes rattachés	4 461	
Autres créances	7 534	
Dettes		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 479	
Autres dettes	144	
Produits et charges financières		
Produits de participation	440	
Autres produits financiers	286	
Charges financières	36	

V-10 - Chiffre d'affaires

	30/09/2023	Variation	30/09/2022
Chiffre d'affaires hors groupe	29 907	4 802	25 105
Chiffre d'affaires groupe	20 153	539	19 614
Chiffre d'affaires total	50 060	5 341	44 719

	30/09/2023	Variation	30/09/2022
Chiffre d'affaires France	49 621	5 344	44 277
Chiffre d'affaires Etranger	439	(3)	442
Chiffre d'affaires total	50 060	5 341	44 719

V-11 - Transferts de charges d'exploitation

Transferts de charges d'exploitation	30/09/2023	30/09/2022
Entretien et réparation	28	1
Autres charges externes	73	91
Indemnités départ retraite	47	26
Formation et remboursements sociaux	103	40
Refacturation charges filiales	147	162
Total des transferts de charges d'exploitation	398	320

V-12 - CICE

Durant cet exercice, la créance de CICE due au titre de l'année 2018 a été intégralement remboursée à hauteur de 706 K€ (dont 472 K€ reversés aux filiales en intégration fiscale). Il n'y a donc plus de créance due à la clôture de l'exercice 30 septembre 2023.

V-13 - Résultat Financier

	30/09/23	30/09/22
Produits financiers		
Dividendes	440	400
Intérêts des comptes courants et créances	410	38
Reprises sur amortissements et provisions	342	-
Autres	5	8
Total des produits financiers	1 197	446
Charges financières		
Dotations aux amortissements et provisions	427	1 047
Intérêts sur emprunts et assimilés	396	79
Perte sur créances rattachées à des participations	-	-
Autres	1	6
Total des charges financières	824	1 132
Résultat financier	373	(686)

V-14 - Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel	Produits	Charges	Net
Sur opérations de gestion	(5)	133	(138)
Sur opérations en capital	116	94	22
Amortissements et provisions	1 748	355	1 393
Résultat exceptionnel			1 277

V-15 - Impôts – Accroissements, allègements de la dette future d'impôt et ventilation de l'impôt

Accroissements		
Provisions réglementées : Amortissements dérogatoires	7 215	
Accroissement de la dette future d'impôt		1 804
Allègements		
Provisions non déductibles		
- Participation des salariés		
- Organique	37	
Autres		
Total	37	
Allègement de la dette future d'impôt		9
Eléments de taxation éventuelle	0	
Accroissement de la dette future d'impôt		0

B.
COMPTES SOCIAUX

Ventilation de l'impôt	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	1 173	0	1 173
Résultat exceptionnel	1 277	15	1 262
Total	2 450	15	2 435

La charge d'impôt de 15 K€ correspond pour 114 K€ à l'impôt qu'aurait payé les filiales bénéficiaires, et donc au « boni d'intégration fiscale » acquis à la société tête de groupe, d'un redressement d'impôt suite au contrôle fiscal pour 48 K€ et de la charge d'impôt s'élevant à 81 K€ calculé sur le résultat d'ensemble.
En l'absence d'intégration fiscale, le montant de l'impôt aurait été de 371 K€.

V-16 - Tableau des filiales et participations

	Capital	Autres capitaux propres	% de détention	Valeur brute titres	Valeur nette titres	Prêts avances bruts	Prêts avances nets	Dividende encaissé	Résultat net	Chiffre d'affaires
Détenues à 50 % et plus										
Sas International Girod ¹ Siret 443 137 021	9 700	(3 797)	100.00	9 700	9 700	814	814	1 734	1 580	260
SAS Sociétés ¹ Spécialisées Girod Siret 481 957 041	3 736	2 636	100.00	3 736	3 736			445	38	24
SAS Signaux GIROD EST Siret 959 502 345	250	169	100.00	6 774	419			0	47	10 072
SAS Signaux GIROD NORD Siret 332 201 458	250	(54)	100.00	7 789	196			0	(131)	10 315
SARL Signaux GIROD OUEST Siret 442 213 724	250	(117)	100.00	2 512	133			0	(8)	10 312
SARL Signaux GIROD SUD Siret 338 395 858	1 005	2 734	100.00	6 060	3 739			0	165	14 757
SAS Signaux GIROD La Réunion Siret 515 340 693	50	140	100.00	955	190			0	148	1 533

Au 30 septembre 2023, Signaux Girod S.A. garantit des lignes de crédit de sa sous-filiale roumaine GSR pour 900 K€.

¹ Sièges sociaux : 39400 Bellefontaine

V-17 - Résultats des cinq derniers exercices

	2018/2019	2019/2020	2020/2021	2021/2022	2022/2023
Capital social	14 807 806	14 807 806	13 422 500	13 422 500	13 422 500
Nombre d'actions	1 139 062	1 139 062	1 032 500	1 032 500	1 032 500
Opérations et résultat de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes (K€)	39 573	37 408	42 685	44 719	50 060
Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions (K€)	(1 356)	3 784	4 269	2 577	3 435
Impôt sur les bénéfices (K€)	(338)	106	(73)	(156)	15
Participation des salariés (K€)	0	0	0	0	0
Résultat net (K€).	3 136	(3 765)	47	186	2 435
Résultat distribué au cours de l'exercice, hors avoir fiscal (K€)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Résultat distribué au titre de l'exercice, hors avoir fiscal (K€)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Résultat par action					
Bénéfice net par action	2.75	(3.31)	0.05	0.18	2.36
Bénéfice après impôt, participation, avant dot. Amortissements et provisions	(0.89)	3.23	4.21	2.65	3.31
Dividende attribué à chaque action	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Personnel					
Effectif moyen employé	245	245	250	251	249
Montant de la masse salariale, charges incluses (K€)	9 889	9 890	10 543	10 271	10 462

V-18 - Rémunérations et effectifs

Effectif moyen	Cadres	Maîtrise	Employés	Ouvriers	Total
2021/2022	37	19	100	95	251
2022/2023*	34	-	126	89	249

*A compter de cet exercice, les agents de maîtrise sont inclus dans la catégorie « Employés ».

Le montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées de la société s'élève à 932 K€.

Rémunération des dirigeants (membres du Conseil d'administration) :

	2022/2023	2021/2022
Par Signaux Girod S.A.	318	323
Par les sociétés liées	54	54

Le détail de ces rémunérations figure dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

B. COMPTES SOCIAUX

V-19 - Engagements hors bilan et passifs éventuels

a) Engagements hors bilan :

Engagements donnés	30/09/23	30/09/22
Emprunts garantis par des sûretés réelles	3 334	3 722
Indemnités de fin de carrière*	643	843
Créances clients cédées	4 833	3 367
Commande d'investissements en cours	850	1 503
*Au 30 septembre 2023, elles ont fait l'objet d'un versement partiel à un organisme extérieur à l'entreprise : la valeur du contrat collectif d'assurance indemnités de fin de carrière s'élève à 144 K€.		
Le montant des indemnités de fin de carrière a été déterminé individu par individu en fonction des droits acquis à la clôture de l'exercice sur des bases actuarielles. Les hypothèses retenues sont les suivantes : Taux d'actualisation de 4.06 %, taux de progression des salaires de 2.0 %, taux de turnover cadres de 3.98 % et non cadres de 5.52 %. Au 30 septembre 2023		
Engagements reçus	30/09/23	30/09/22
Cautions sur marchés	131	131
Garanties de paiement	635	-

En octobre 2023, la société Signaux Girod S.A. a signé un contrat de location d'une centrale photovoltaïque située sur son terrain avec autoconsommation individuelle et revente du surplus. Ce contrat est assorti d'une promesse de bail pour sécuriser le foncier nécessaire à l'édification de la centrale.

Le bailleur a donc en charge de construire la centrale et la location prendra effet lors de la mise en service pour une durée de 20 ans. La redevance annuelle est fixée à 49 K€.

b) Passifs éventuels

Suite au jugement rendu par l'Autorité de la concurrence en décembre 2010, il reste en cours le traitement d'un dossier concernant une collectivité qui vise à obtenir une indemnisation du préjudice qu'elle prétend avoir subi en conséquence des pratiques anticoncurrentielles sanctionnées par l'Autorité de la concurrence. Le groupe conteste les arguments développés par celle-ci. Au titre de ce litige, la provision comptabilisée dans les comptes est de 300 K€ au 30 septembre 2023.

Cette provision pour risque a été comptabilisée sur la base de la meilleure estimation du risque encouru par la société.

A l'exception des litiges évoqués ci-dessus, Signaux Girod S.A. n'a pas connaissance de litiges ou passifs éventuels dont l'impact sur les états financiers pourrait être significatif et qui n'aurait pas été pris en compte dans l'établissement des comptes consolidés au 30 septembre 2023.

V-20 - Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur d'origine	78	347	3 217	3 642
Amortissements	-	-	-	-
Exercices antérieurs	-	195	1 239	1 434
Exercice en cours	-	35	536	571
Valeur nette	78	117	1 442	1 637
Redevances payées				
Exercices antérieurs	80	350	1 408	1 838
Exercice en cours	6	30	620	656
Total	86	380	2 028	2 494
Redevances à payer				
A un an au plus	6	30	620	656
A plus d'un an et moins de 5 ans	5	22	795	822
A plus de 5 ans	0	0	0	0
Total	11	52	1 415	1 478
Valeur résiduelle	0	0	0	0

V-21 - Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination : SAS L'ACTION GIROD
Siège social : 39400 Bellefontaine

V-22 - Capital social

	30/09/2022	Variation de la répartition des actions	Actions créées ou remboursées	30/09/2023
Nombre d'actions à droit de vote double*	741 365	203	-	741 568
Nombre d'actions sans droit de vote double	279 533	(6 649)	-	272 884
Nombre d'actions auto-détenues	11 602	6 446	-	18 048
Total	1 032 500	0	0	1 032 500

*L'article 30, alinéa 3, des statuts de Signaux Girod S.A. précise : « Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire ».

La valeur nominale de l'action Signaux Girod S.A. est de 13 €.

Au cours de l'exercice 2012/2013, la société a mis en place un programme de rachat d'actions propres.

A la clôture de l'exercice 2022/2023, la société possédait :

- 15 894 actions propres au titre du contrat de rachat de titres pour annulation,
- 2 154 actions propres au titre du contrat de liquidité.

V-23 - Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles en matière :

- de dettes à long terme sont recensées dans la note V- 6 Dettes financières,
 - de lettres de crédit, garanties, sont recensées dans la note V-19 Engagements hors bilan et passifs éventuels.
- Les obligations contractuelles relatives aux contrats de locations simples portent sur des baux immobiliers et sur des contrats de location de véhicules et se répartissent de la façon suivante :

Locations simples	Au 30/09/23	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Montant des échéances restant dues	237	96	140	0

V-24 - Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

La société Signaux Girod S.A. a cédé le bâtiment de SAINT PAUL LES DAX (40) en date du 27 octobre 2023 au prix de 590 K€. La plus-value constatée est de l'ordre de 362 K€.

La société Signaux Girod S.A. a procédé en date du 15 décembre 2023, à la fermeture de son établissement secondaire situé à AVIGNONET (38).

Dans le cadre de sa transition énergétique, la société Signaux Girod S.A. a débuté en octobre 2023 un projet d'installation d'ombrières photovoltaïques abritant partiellement le parking de son site de production de Bellefontaine (39). Cet investissement permettra à l'usine d'autoconsommer selon ses besoins et de revendre le surplus au réseau.

La mise en service devrait intervenir à la fin du premier semestre de l'exercice 2023/2024.

V-25 - Evènements majeurs de l'exercice

Conflit Russo-Ukrainien :

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a d'importantes répercussions sur les marchés financiers et les prix de certaines matières premières, et va impacter l'ensemble de l'économie mondiale. Ces évènements, de par leurs natures et multiples conséquences possibles à court et moyen terme, constituent une source potentielle de risque et d'incertitude forte. Pour la société Signaux Girod S.A., compte tenu de ses activités, les risques directs

B.
COMPTES SOCIAUX

restent limités. Les risques indirects économiques, financiers, politiques, géopolitiques pourraient quant à eux avoir des impacts, au même titre que pour l'ensemble des acteurs économiques en général. La société Signaux Girod S.A. ne peut à ce jour évaluer les conséquences indirectes de la crise en Ukraine sur ses activités. Ils dépendront fortement de l'évolution de la nature du conflit. A la date de l'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2023 du groupe, la direction de la société Signaux Girod S.A. estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Autres événements majeurs :

La société Signaux Girod S.A. avait fait l'objet en juin 2021 d'une mesure de saisie administrative à tiers détenteur par le conseil départemental de Savoie pour un montant de 1,2 M€. Suite à un arrêt rendu par la Cour d'appel du 13 juillet 2023 réduisant le montant de la condamnation solidaire fixé en première instance, la somme de 489 K€ a été restituée à la société Signaux Girod S.A. L'exercice des voies de recours est toujours en cours pour le solde restant.

Un contrôle URSSAF a fait l'objet d'un redressement de 93 K€.

Le litige avec la société APRR s'est soldé durant l'exercice précédent et a permis la restitution d'une somme de 185 K€ en décembre 2022 suite à un arrêt de cour d'appel rendu en juillet 2022.

La société Signaux Girod S.A. a souscrit quatre prêts participatifs « Relance » pour un montant global de 8 M€ destiné à financer des projets de développements et d'investissements.

Au cours de cette période, la société a subi, comme la plupart des acteurs économiques, une augmentation du coût de l'énergie. Pour pallier ces hausses, la politique tarifaire a été revue et d'importantes mesures internes d'économies d'énergie ont été entreprises.

Evolutions des participations :

La société Signaux Girod S.A. a recapitalisé sa filiale Signaux Girod Nord à hauteur de 600 K€.